

Qui sommes-nous ?

● Le Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière (COI) a été constitué lors de la Conférence mondiale de Mumbai (Inde) les 19, 20 et 21 novembre 2016 rassemblant des délégués de 28 pays.

● Le COI a été constitué sur la base du Manifeste de Mumbai contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire, manifeste qui a reçu l'adhésion de militants ouvriers et de responsables d'organisations politiques et syndicales de 46 pays (*)

● Son comité de suivi est composé de militants ouvriers de toutes tendances :
Innocent Assogba (Bénin)
Alan Benjamin (États-Unis)
Colia Clark (États-Unis)
Constantin Cretan (Roumanie)
Berthony Dupont (Haïti)
Ney Ferreira (Brésil)
Daniel Gluckstein (France)
Rubina Jamil (Pakistan)
Apo Leung (Chine)
Gloria Gracida (Mexique)
M.A. Patil (Inde)
Mandlenkosi Phangwa (Azanie)
Klaus Schüller (Allemagne)
Jung Sikhwa (Corée)
John Sweeney (Grande-Bretagne)
Mark Vassilev (Russie)
Nambiath Vasudevan (Inde)

(*) Afghanistan, Azanie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bénin, Biélorussie, Brésil, Burundi, Canada, Chili, Chine, Corée, Côte d'Ivoire, Équateur, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Haïti, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Mali, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Portugal, République tchèque, Roumanie, Russie, Rwanda, Sénégal, Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela, Zimbabwe.

Pour tout contact : owcmumbai2016@gmail.com ● Nambiath Vasudevan, c/o TUSC, 6 Neelkanth Apartments, Gokuldas Pasta Road, Dadar East, Mumbai 400014 (India)

● Daniel Gluckstein, c/o Tribune des travailleurs, 67 avenue Faidherbe, 93100 Montreuil (France)

Pour tout soutien financier IBAN : FR76 3006 6106 7700 0202 5300 111 – Compte/Account : SUCCES CONFERENCE MONDIALE MUMBAI

CHILI
« Assemblée constituante, maintenant ! »

L'état de siège instauré par le président Piñera, l'armée et la police dans les rues, les 18 morts et les centaines de blessés et près de 2 000 arrestations, comme les annonces de mesures sociales pour calmer le jeu n'ont eu aucun effet.

Poussées par la mobilisation venant d'en bas, la plate-forme Unidad Social (Unité sociale, qui regroupe plusieurs centaines de syndicats et organisations sociales du pays, dont la Centrale unitaire des travailleurs [CUT], la coordination contre les fonds de pension No + AFP et le Colegio de Profesores, affiliée à la CUT) a lancé un mot d'ordre de grève générale les 23 et 24 octobre.

Les revendications sont celles que travailleurs et jeunes scandent dans les rues depuis le début de l'explosion sociale : levée de l'état d'urgence, retrait des projets de loi détruisant les droits des travailleurs en matière de retraites, d'éducation, de fiscalité, exigence d'une série de mesures satisfaisant les besoins des travailleurs. Elles incluent également l'exigence d'une Assemblée constituante souveraine. La grève générale a été massivement suivie.

L'explosion en cours est le résultat de la politique des gouvernements, de « gauche » comme de droite, qui se sont succédé depuis la fin de la dictature de Pinochet. Des politiques qui ont refusé une double rupture. D'abord, la rupture avec la politique dictée par le FMI, engagée depuis les premiers jours de la dictature de Pinochet, politique qui a même été accentuée après 1990. Ensuite, la rupture avec les institutions mêmes de la dictature dont la Constitution (adoptée en 1980) est toujours en vigueur et dont est issue la loi d'état d'urgence décrétée par Piñera.

C'est cela que les travailleurs et le peuple du Chili veulent changer en reven-

dissant l'Assemblée constituante. Un mot d'ordre qui s'adresse aux partis censés représenter les travailleurs.

Mais pour toute réponse à la situation en cours, un groupe de députés « d'opposition » dont ceux du Parti socialiste (PS), en appellent à l'ONU et à son Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Michelle Bachelet (ex-présidente du Chili), pour envoyer des observateurs au Chili... sans même demander la levée de l'état d'urgence ! Quant aux parlementaires du Parti communiste chilien (PCC), avec ceux du PS, ils ont engagé une discussion sur les moyens, dans le cadre de la Constitution de la dictature toujours en vigueur, d'engager une procédure d'*impeachment* (destitution) à l'encontre du président Piñera et de son ministre de l'Intérieur, Andrés Chadwick.

De son côté, le Frente Amplio (Front large), une coalition de partis et mouvements se réclamant de l'exemple du mouvement Podemos en Espagne, s'est associé avec le PCC, le Parti progressiste (centre-gauche) et la Federación Regional Verde Social (écologistes et régionalistes), pour demander un certain nombre de mesures sociales... mais en évitant soigneusement d'évoquer la question de l'Assemblée Constituante.

Toutes les manœuvres sont donc engagées pour tenter de préserver les institutions rejetées par les millions de travailleurs et de jeunes qui manifestent et font grève. La déclaration de l'Alliance des travailleurs et des étudiants, largement diffusée, affirme qu'une autre voie est possible : l'élection d'une Assemblée constituante souveraine, désignant un gouvernement ayant pour mandat la satisfaction des besoins des travailleurs et de la population. ■

**De nos correspondants
de l'Alliance des travailleurs et des étudiants**

ÉTATS-UNIS

La vague des grèves enseignantes déferle sur Chicago

Ce 22 octobre, la grève des 32 500 enseignants affiliés au syndicat Chicago Teachers Union (CTU) entre dans son cinquième jour, avec une énergie et une détermination encore plus forte que lors de la grève de 2012, qui avait marqué le point de départ d'une révolte des enseignants dans tout le pays ces sept dernières années. Car contrairement à 2012, la grève a cette fois été rejoints par les personnels non-enseignants des 7 500 écoles publiques de la ville, syndiqués à SEIU* (Local 73). « *Nous luttons pour que les jeunes de Chicago aient les écoles qu'ils méritent* », a déclaré Jesse Sharkey, président du syndicat CTU, énumé-

rant les principales revendications des enseignants : augmentation des salaires, réduction du nombre d'élèves par classe, des infirmières et des conseillers dans chaque école, des enseignants spécialisés, plus de classes bilingues et la protection des enfants d'immigrés sans-papiers contre les descentes de police. Les piquets de grève devant les écoles sont massifs, preuve du fort soutien des parents et de la population. La maire démocrate, Lori Lightfoot, qui représente les employeurs dans les négociations, avait bénéficié pour son élection du soutien des enseignants de Chicago, car elle avait promis d'augmenter le financement public des écoles et

d'entrer le phénomène qui voit de nombreux élèves finir en prison. Une fois élue, elle a annoncé qu'il n'y avait pas d'argent pour satisfaire les revendications des grévistes, argument catégoriquement rejeté par les syndicats CTU et SEIU. Une autre grande différence avec 2012, c'est que, cette fois, la grève est soutenue par la direction nationale de la Fédération américaine des enseignants (AFT), qui a créé une caisse nationale de grève. ■

La rédaction du journal ouvrier
The Organizer (octobre 2019)

* Service Employees International Union (Union internationale des employés des services).

HAÏTI

Ce soulèvement populaire que la « *presse servile* » ne veut pas voir (*Haïti Liberté*)

Alors qu'en Haïti tombe « *une pluie continue de manifestations* » pour en finir avec le président illégitime Jovenel Moïse, qui ne règne que par le soutien des troupes d'occupation des Nations unies, la presse capitaliste occidentale continue d'ignorer le soulèvement populaire.

« *Les événements populaires qui se déroulent dans notre pays sont venus une fois de plus dévoiler le vrai visage d'une certaine presse étrangère (...). Y a-t-il là de quoi s'étonner ou être indigné ? Pas nécessairement. Il n'y a rien d'anormal ni d'étonnant puisque cette presse odieusement réactionnaire a bien su sa leçon d'histoire, elle ne défend que les intérêts des multinationales et des puissances impérialistes de façon à briser tout*



mouvement d'émancipation nationale et de progrès. Cette presse hautement spécialisée n'est pas

tout à fait libre et indépendante, elle n'a pas la liberté de tout dire, surtout quand ce sont les classes ouvrières qui se révoltent et résistent héroïquement, en évoquant les mouvements de libération nationale des peuples contre la domination hégémonique d'une certaine puissance impérialiste. En effet, ce silence opaque et orchestré qui se fait sur la lutte du peuple haïtien par les médias traditionnels au service des pays occidentaux est une façon de néantiser l'assaut à la citadelle impérialiste par les masses laborieuses (...). Que la presse servile sache qu'on ne peut jamais étouffer la voix de la résistance d'un peuple luttant pour sa liberté ! » ■

(Extraits de l'éditorial de Berthony Dupont, dans *Haïti Liberté*, 23 octobre 2019)